

et ladite ligne séparative des lots 26 et 27 rang VIII jusqu'au prolongement de la ligne séparant le lot 31 des lots 30-1 et 30-2 rang VIII; et enfin ledit prolongement traversant les lots 27, 28, 29A, 29B et ladite ligne séparant le lot 31 des lots 30-1 et 30-2 rang VIII jusqu'au point de départ.

Le Ministre des Affaires municipales,
48552-o PAUL DOZOIS.

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution adoptée le 11 août 1958 par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Joseph de Lanoraie, comté de Berthier, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 10 septembre 1958, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de la paroisse de Saint-Joseph de Lanoraie, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 10 septembre 1958.

Le ministre des Affaires Municipales,
48552-o PAUL DOZOIS.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni du Canada et de ses autres royaumes et territoires, chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

LETTRES PATENTES

CONCERNANT l'érection de la municipalité de la ville de Saint-Bruno-de-Montarville, comté de Chambly.

ATTENDU QUE, sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus 1941, chapitre 233), le conseil municipal de la paroisse de Saint-Bruno-de-Montarville, dans le comté de Chambly, régie par le Code municipal de la province de Québec, Nous a présenté, conformément à une résolution adoptée à sa session du 25 mars 1958, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité de la paroisse de Saint-Bruno-de-Montarville, tel que décrit dans la description officielle du département des terres et forêts, en date du 13 mai 1958, soit érigé en une municipalité de ville, comprenant un seul quartier, représenté par un maire et six échevins;

ATTENDU QU'EN VERTU DES DISPOSITIONS DE l'article 12 de la Loi des cités et villes, le Lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité régie par le Code municipal de la province de Québec, en municipalité de ville, s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU QUE la population de la municipalité de la paroisse de Saint-Bruno-de-Montarville excède deux mille âmes;

line of lots 26 and 27, range VIII; the latter prolongation crossing a part of Rivière-aux-Trembles, lots 25, 26, 27 and 28, range VII and said dividing line of lots 26 and 27, range VIII as far as the prolongation of the line dividing lot 31 from lots 30-1 and 30-2, range VIII; and finally the said prolongation crossing lots 27, 28, 29A, 29B and said line dividing lot 31 from lots 30-1 and 30-2, range VIII as far as the point of commencement.

48552 PAUL DOZOIS,
Minister of Municipal Affairs.

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution adopted August 11, 1958, by the Municipal Council of the Parish of Saint-Joseph de Lanoraie, county of Berthier, and pursuant to the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has enacted, under date of September 10, 1958, that the publication of any public notices, by-laws, resolutions or orders of the Corporation of the parish of Saint Joseph de Lanoraie, save those required to be made in the *Quebec Official Gazette*, shall be made hereafter in the French language only.

This notice is published in accordance with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

Québec, September 10, 1958.

48552 PAUL DOZOIS,
Minister of Municipal Affairs.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these letters patent shall come or whom the same may anywise concern,

GREETING.

LETTERS PATENT

CONCERNING the erection of the municipality of the town of Saint-Bruno-de-Montarville, county of Chambly.

WHEREAS, under the authority of the Cities and Towns Act (Revised Statutes 1941, chapter 233), the Municipal Council of the parish of Saint-Bruno-de-Montarville, in the county of Chambly, governed by the Municipal Code of the Province of Quebec, has submitted to Us, pursuant to a resolution adopted at its sitting of March 25, 1958, a petition requesting that the territory of said municipality of the parish of Saint-Bruno-de-Montarville, as described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated May 13, 1958, be erected into a town municipality, comprised of one ward, represented by a mayor and six aldermen;

WHEREAS in accordance with the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act, the Lieutenant-Governor in Council may, by letters patent, erect the territory of a municipality governed by the Municipal Code of the Province of Quebec, into a town municipality if it contains a population of at least two thousand souls;

WHEREAS the population of the municipality of the parish of Saint-Bruno-de-Montarville exceeds two thousand souls;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal de la paroisse de Saint-Bruno-de-Montarville.

A CES CAUSES, Sachez que, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 739, en date du 9 juillet 1958, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE le territoire suivant, à savoir:

Le territoire actuel de la municipalité de la paroisse de Saint-Bruno-de-Montarville, comté de Chambly, comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Bruno et de la paroisse de Sainte-Famille-de-Boucherville, tous les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du sommet de l'angle sud du lot 238 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Famille-de-Boucherville; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: en référence au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Famille-de-Boucherville, la ligne sud-ouest du lot 238 jusqu'à l'axe d'un ruisseau; ledit axe dudit ruisseau traversant le lot 238 et le séparant des lots 239, 240 et 241; la ligne nord-est du lot 238; de là, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Bruno, une ligne brisée limitant vers le nord-ouest une partie du lot 92 et les lots 91, 90, 87, 4, 3, et 2; une ligne brisée limitant vers le nord-est le lot 2; partie de la ligne nord-ouest et la ligne nord-est du lot 1; partie de la ligne nord-ouest du rang des Vingt-Cinq en allant vers le nord-est; la ligne nord-est des lots 5 et 18; la ligne nord-est du lot 171 jusqu'à une ligne irrégulière se maintenant à une distance approximative de 3 chaînes de la rive du Lac des Bouleaux; ladite ligne irrégulière en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne nord-ouest du rang des Quarante-Deux; la ligne nord-ouest et la ligne nord-est des Quarante-Deux; la ligne séparant le rang des Quarante-Deux de la Pointe-de-Chemise; l'axe du chemin séparant le rang III du rang des Vingt en allant vers le sud-ouest; la ligne sud-est des lots 336, 337, 338, 339, 340, 342, 343, 344, 346, 347, 348 et 349; partie de la ligne sud-ouest du lot 349; la ligne sud-est du lot 361 et partie de la ligne sud-est du lot 362; la ligne nord-est du lot 364; la ligne sud-est du rang des Grands-Étangs; la ligne sud-ouest du rang des Grands-Étangs et du deuxième rang des Grands-Étangs limitant au sud-ouest les lots 381 et 114; la ligne sud-est du lot 113; une ligne brisée limitant au sud-ouest la concession Côte Nord-Est Chemin Chambly; la ligne nord-ouest du lot 103; la ligne nord-est des lots 103 et 104 et, enfin, l'axe du chemin limitant au nord-ouest les lots 102, 101, 100, 99, 98, 97, 96 et une partie du lot 95, jusqu'au point de départ; lequel territoire soit érigé en une municipalité de ville, sous le nom de ville de "Saint-Bruno-de-Montarville";

QUE le conseil municipal de cette ville soit composé d'un maire et de six échevins et qu'elle ne comprenne qu'un seul quartier;

QUE l'endroit de la première session générale du conseil de cette municipalité soit à la salle de l'école Montarville, rue Montarville, à St-Bruno.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent

WHERE it is deemed expedient to grant said petition of the Municipal Council of the parish of Saint-Bruno-de-Montarville.

THEREFORE, KNOWN YE that with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 739, dated July 9, 1958, and pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain:

THAT the following territory, to wit:

The present territory of the municipality of the parish of Saint-Bruno-de-Montarville, county of Chambly, comprising, with reference to the official cadastre of the parish of Saint-Bruno and of the parish of Sainte-Famille-de-Boucherville, all the lots and parts thereof and their present and future subdivisions, as well as roads, streets, lanes, railway rights-of-way, rivers, lakes, streams or parts thereof, located within the following boundaries, to wit: commencing at the apex of the southerly angle of lot 238 of the official cadastre of the parish of Sainte-Famille-de-Boucherville; thence, successively, the following lines and demarcations: with reference to the official cadastre of the parish of Sainte-Famille-de-Boucherville, the southwesterly line of lot 238 as far as the centre point of a brook; the said centre point of said brook crossing lot 238 and dividing it from lots 239, 240 and 241; the northeasterly line of lot 238; thence, with reference to the official cadastre of the parish of Saint Bruno, a broken line bounding to the northwest a part of lot 92 and lots 91, 90, 87, 4, 3, and 2; a broken line bounding to the northeast lot 2; part of the northwesterly and northeasterly lines of lot 1; part of the northwesterly line of range of the Twenty-Five in a northeasterly direction; the northeasterly line of lots 5 and 18; the northeasterly line of lot 171 as far as an irregular line maintained at an approximate distance of 3 chains from the bank of Lake des Bouleaux; the said irregular line in a southeasterly direction as far as the northwesterly line of range of the Forty-Two; the northwesterly and northeasterly lines of the Forty-Two; the line dividing range of the Forty-Two from Pointe-de-Chemise; the center-line of the road dividing range III from range of the Twenty in a southwesterly direction, the southeasterly line of lots 336, 337, 338, 339, 340, 342, 343, 344, 346, 347, 348 and 349; part of the southwesterly line of lot 349; the southeasterly line of lot 361 and part of the southeasterly line of lot 362; the northeasterly line of lot 364; the southeasterly line of range des Grands-Étangs; the southwesterly line of range des Grands-Étangs and range Two of des Grands-Étangs bounding to the southwest lots 381 and 114; the southeasterly line of lot 113; a broken line bounding to the southwest the Concession North-East Side of Chambly Road; the northwesterly line of lot 103; the northeasterly line of lots 103 and 104 and, finally, the centre-line of the road bounding to the northwest lots 102, 101, 100, 99, 98, 97, 96 and a part of lot 95, as far as the point of commencement; which territory be erected into a town municipality, under the name of "Saint-Bruno-de-Montarville";

THAT the Municipal Council of said town be composed of a mayor and six aldermen and one ward only;

THAT the first general sitting of the council of said municipality be held at the Montarville School Hall, Montarville Street, at St-Bruno;

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern are

concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;
TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce troisième jour de septembre en l'année mil neuf cent cinquante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la septième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis de l'émission des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233).

Le Ministre des Affaires municipales,
48552-o PAUL DOZOIS.

hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this third day of September, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-eight and the seventh of Our Reign.

By Command,

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice of the issuance of the above Letters Patent is given in accordance with the provisions of section 15 of the Cities and Towns Act (S.R.Q., 1941, chapter 233).

48552 PAUL DOZOIS,
Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction Publique

Department of Education

N° 715-56.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Grand Remous, dans le comté de Gatineau, à la municipalité scolaire de Bois Franc, même comté.

Québec, le 28 août 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
48528-36-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 715-56.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Grand Remous, in the county of Gatineau, to the school municipality of Bois Franc, same county.

Quebec, August 28, 1958.

48528-36-2 O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 82-56.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Pont-Viau, dans le comté de Laval, les lots 290, 291 et 293 du cadastre officiel de la paroisse de St-Martin, pour les annexer à la municipalité scolaire de Ville de Laval des Rapides, même comté.

Québec, le 28 août 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
48529-36-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 82-56.

Application is made to detach from the school municipality of Pont Viau, in the county of Laval, lots 290, 291 and 293 of the official cadastre of the parish of St. Martin, in order that they be annexed to the school municipality of the town of Laval des Rapides, same county.

Quebec, August 28, 1958.

48529-36-2 O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 694-58.

Demande est faite d'annexer les lots 603 et 608 du cadastre officiel de la partie est du canton Farnham, de la municipalité scolaire de St-Vincent-d'Adamsville, dans le comté de Brôme, à la municipalité scolaire de St-Alphonse-de-Granby, village, dans le comté de Shefford.

Québec, le 28 août 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
48530-36-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 694-58.

Application is made to annex lots 603 and 608 of the official cadaster of the Eastern part of the township of Farnham in the school municipality of St-Vincent-d'Adamsville, in the county of Brôme, to the school municipality of St-Alphonse-de-Granby, village, in the county of Shefford.

Quebec, August 28, 1958.

48530-36-2 O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 823-58.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Raymond, dans le comté de Portneuf, les lots 342 et 417 du rang III, du cadastre officiel de la paroisse de St-Raymond, pour les annexer à la municipalité scolaire de la ville de St-Raymond, dans le même comté.

Québec, le 8 septembre 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
48569-37-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 823-58.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of St-Raymond, in the county of Portneuf, lots 342 and 417 of range III, of the official cadaster of the parish of St-Raymond, to annex them to the school municipality of the town of St-Raymond, in the same county.

Quebec, September 8, 1958.

48569-37-2 O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.